

Le chef de l'ONU tire la sonnette d'alarme: "Le dérèglement climatique progresse plus vite que prévu"

La Libre.be

[Planète](#)

Le dérèglement climatique progresse plus vite que prévu, a alerté dimanche le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres à Abou Dhabi, appelant à une action urgente afin d'éviter une "catastrophe".

"Nous sommes ici car le monde est confronté à une grave urgence climatique", a déclaré Antonio Guterres à l'occasion d'une réunion de deux jours sur le climat aux Emirats arabes unis, devant préparer un sommet en septembre à New York.

"Le dérèglement climatique a lieu maintenant (...) Il progresse même plus vite que ce que prévoyaient les meilleurs scientifiques mondiaux" et "devance nos efforts pour lutter contre", a affirmé le chef de l'ONU.

"Chaque semaine apporte son lot de nouvelle destruction liée au climat", a-t-il encore déclaré, citant les "inondations, sécheresses, canicules, incendies et méga tempêtes".

"Le changement climatique va plus vite que nous", a prévenu M. Guterres, qui a convoqué un sommet à New York le 23 septembre car des pays ne respectent pas certaines dispositions de l'accord de Paris de 2015 visant à limiter le réchauffement à +2°C d'ici la fin du siècle.

"Nous savons que même si les promesses de (l'accord de) Paris sont pleinement tenues, nous serons toujours confrontés à au moins +3°C d'ici la fin du siècle, une catastrophe pour la vie telle que nous la connaissons", s'est alarmé M. Guterres.

La situation continuera à se dégrader à moins que "nous agissions maintenant avec ambition et urgence", a-t-il ajouté.

Le groupe d'experts de l'ONU sur le climat (Giec) a rendu en 2018 un rapport choc démontrant que le fait de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C plutôt qu'à +2°C permettrait de réduire fortement les impacts négatifs.

Limiter la hausse des températures globales à +1,5°C impliquerait de réduire de près de 50% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2010, ont calculé les experts du GIEC, et donc de réduire drastiquement et rapidement le recours aux énergies fossiles.

Mais certains pays très polluants, comme l'Arabie saoudite, premier pays exportateur de pétrole, ont mis en question les conclusions du rapport, suscitant des

tensions lors des négociations, notamment lors de la dernière rencontre jeudi à Bonn, en Allemagne.

Le sommet du 23 septembre aux Nations unies est présenté comme la première réunion de dirigeants mondiaux sur le changement climatique depuis l'accord de Paris en 2015. Il sera suivi de la conférence annuelle de l'ONU sur le climat (COP) qui se tiendra en décembre au Chili.